



Jeunes sur le front de la multiculturalité

Derrière les minarets, la question des migrations. A laquelle les jeunes sont plus confrontés que les adultes, soutient l'UDC. Avis – divergents – des intéressés

Sylvie Arsever

«Les musulmans sont une richesse pour la Suisse.» Le vote du Parlement des jeunes du Jura en faveur de l'initiative anti-minarets, le 19 octobre a fait jaser. Le président de cette assemblée, Nicolas Juillard, se défend d'avoir cédé, en votant avec la majorité, à un réflexe islamophobe. Au contraire: par ses contacts avec des jeunes d'origines diverses, en Suisse ou à l'étranger, il estime avoir gagné une ouverture sur le monde. S'il est pour l'interdiction de construire de nouveaux minarets, c'est, dit-il, qu'«un minaret sans muezzin ne sert à rien». Et aussi que «nous avons fait notre part; je me demande quand ça sera la leur».

Son collègue Quentin Haas, auteur de la proposition de voter sur l'initiative partage son analyse du résultat: il ne reflète pas la peur de l'étranger. Mais une préparation lacunaire: «J'ai posé la question à froid, et le débat a souffert d'un manque d'information.» Aussi le mot d'ordre ne reflète-t-il pas, selon lui, un parlement qui avait soutenu avec enthousiasme une opération visant à sensibiliser l'ensemble des écoles du canton à la problématique de l'intégration.

De tous: étrangers, mais aussi homosexuels, handicapés etc.

Intégration. C'est le maître mot, le catéchisme transversal qui unit, sans doute avec des sens divers, l'ensemble de la classe politique suisse, de la droite à la gauche. C'est aussi, estime Jean-David Cattin, porte-parole des Jeunes identitaires genevois, un vernis destiné à cacher une réalité bien différente. «Le concept de multiculturalité a été forgé par une génération qui a grandi dans une société homogène, qui a voulu

«Le multiculturalisme a été inventé par une génération qui a grandi dans une société homogène»

jouir de tout, n'a pas fait d'enfants et aujourd'hui vit à l'abri des problèmes qu'affrontent les jeunes. Des classes où les élèves suisses se font insulter, des rackets, des bastons, une insécurité croissante.»

Révolte contre le politiquement correct des adultes, angoisse face à la montée d'une immigration jugée trop différente pour s'assimiler comme les vagues précédentes, peur face à la démographie conquérante des Africains... Jean-David Cattin construit son discours autant sur une réflexion alimentée par sa fréquentation des médias que sur son expérience personnelle, même si cette dernière, assure-t-il, n'a pas été exempte de violences – restées mineures, la banlieue de Genève n'est pas celle de Lyon – dans un Cycle d'orientation où rares étaient les élèves entièrement suisses.

Maurice Amato a grandi dans un quartier semblable, Meyrin, dont il préside aujourd'hui le Parlement des jeunes. Il en a tiré une expérience opposée: «On a tous vécu ensemble, on a tissé des liens amicaux, à l'école certaines filles portent le foulard, cela n'a jamais été un problème.» Bien sûr, concède-t-il, on entend des propos xénophobes, il existe des tensions

entre immigrés de vieille date et nouveaux arrivés. Mais les jeunes restent, pour lui, beaucoup plus ouverts que leurs aînés, dont l'expérience de la mixité est moindre. Et d'ailleurs, comment faire autrement quand la plupart ont une double, voire une triple origine et qu'ils se heurtent souvent tous ensemble à la méfiance des adultes?

Plus sensibles à la problématique des migrations, les jeunes? L'UDC est, en tout cas, le premier parti choisi par les 18-24 ans aux élections fédérales de 2007, avec un vote sur trois en progression par rapport à 2003. Un engouement qui diminue entre 25 et 65 ans. Et reste, relève Philippe Gottraux, chercheur à l'Université de Lausanne qui a étudié les motivations des militants UDC, relatif si on le rapporte au choix de 65% des jeunes Suisses de 18-24 ans: l'absentéisme. Mais qui semble bien pouvoir trouver une explication dans le rapport aux étrangers. «La suspicion à leur égard constitue, avec une conception défensive de la nation, les deux constantes que nous avons trouvées dans nos entretiens.»

Toutefois, relève de son côté le politologue Oscar Mazzoleni, il n'est guère possible de faire une corrélation systématique entre le vote pour des partis qui thématisent négativement l'immigration et le nombre des immigrés. Parfois positif, le lien s'inverse ailleurs, montrant une crainte décuplée dans des régions où l'immigration est quasi inexistante.

Restent des questions concrètes auxquelles les statistiques politiques ne répondent guère. La violence, d'abord. En crue? Non, répond Quentin Haas: «Si j'écoute mes parents, il y avait de leur temps une bataille par week-end, entre Suisses, Italiens, Portugais.» Oui, estime Jean-David Cattin et même si les bandes ne se regroupent pas forcément sur une base ethnique, c'est bien la présence d'immigrés qui favorise les affrontements: «Il peut y avoir un Suisse dans une bande de Kosovars, c'est une forme de mimétisme, ça ne

change rien.»

«S'il n'y avait pas d'étrangers, on se regrouperait selon d'autres critères: l'école, la filière...»

Quentin Haas privilégie l'interprétation inverse: la violence, les bandes sont une constante de la classe d'âge et on se regroupe entre semblables – «Cela peut être l'origine, l'établissement scolaire, la filière d'études, ça ne change rien, c'est toujours le même mécanisme.»

Analyse partagée par Aurore Stoppey. La présidente des Jeunes

UDC de la Broye estime, elle aussi, que les jeunes Suisses ont plus de contacts avec des étrangers que leurs aînés mais juge ces expériences «parfois bonnes, parfois mauvaises». Et elle ne «s'avancerait pas à dire que les bagarres sont liées à la présence d'étrangers. S'il n'y en avait pas, on se liguerait sans doute sur une autre base, blonds contre bruns par exemple.»

Pour la jeune femme, tout est question d'intégration – on y revient – une intégration qui passe par l'acceptation des règles et des valeurs suisses, notamment en matière d'égalité des sexes. Intégration impossible, estime de son côté Jean-David Cattin, tant que l'immigration continue, augmentant la masse des personnes à intégrer.

Ce n'est pas l'avis d'Albulen Lokaj, président du Conseil des jeunes de la ville d'Yverdon: «En 2001-2002, il y avait des problèmes mais la Ville a mis le paquet et grâce notamment aux éducateurs de rue, ça s'est calmé.» Aujourd'hui, le jeune homme, né Kosovar, a été propulsé à la présidence du conseil sans un accroc. A son arrivée en Suisse, se rappelle-t-il, il avait essuyé «des insultes, des remarques bizarres». Mais «si on va discuter, ça disparaît».



«Prévenir les tentatives d'islamisation»

Jeffrey Bleiker, 22 ans,
président des Jeunes UDC
saint-gallois

Le Temps: Vous défendez l'initiative contre les minarets avec verve dans le canton de Saint-Gall.

Pourquoi?

Jeffrey Bleiker: La question a particulièrement touché notre région, en raison des débats autour d'un projet de minaret à Will. Et les positions de Lukas Reimann (ndlr: jeune conseiller national UDC très engagé «contre l'islamisation») ont eu une forte résonance. En fait, j'ai rarement assisté à un tel engagement de la part des jeunes dans mon canton ces dernières années. Preuve que cette question les intéresse. Beaucoup sont prêts à combattre toute tentative d'islamisation. Nous avons décidé de nous mobiliser pour rappeler que le minaret est avant tout un symbole de pouvoir.

– Qu'entendez-vous par «islamisa-

tion»? De quelle manière les jeunes y sont-ils confrontés?

– En fait, derrière le débat sur le minaret surgissent des interrogations qui touchent notre quotidien. Ici les jeunes ont souvent entendu des discussions autour de réglementations spéciales dans les écoles. Les chants de Noël qui n'auraient plus leur raison d'être, la remise en question des cours de piscine. Tout cela fait réagir et inquiète. Il est primordial que l'Etat et l'Eglise restent deux entités séparées.

– Avez-vous vécu des exemples concrets de règles particulières?

– Non, mais je connais beaucoup de jeunes qui en parlent. Ce que je vois régulièrement de mes propres yeux, c'est l'expression de la violence entre jeunes, les tensions qui naissent. C'est sans doute ce qui explique l'intérêt pour cette votation du côté des adolescents ou des jeunes électeurs. Il est question de leur avenir...

– Mais quel lien faites-vous avec

une votation liée à la construction de minarets? N'est-ce pas plutôt une réaction face à l'étranger...

– En fait, tout est lié. Nous devons empêcher la formation d'une société parallèle qui se détournerait complètement de nos valeurs. Or, les minarets encouragent ce développement et lèsent le processus d'intégration. Dans mon cercle d'amis figurent des musulmans – notamment originaires de l'ex-Yougoslavie ou d'Irak – qui s'opposent aux minarets en répétant que ceux-ci ne sont pas nécessaires pour vivre leur croyance.

– Ce scrutin serait donc pour des jeunes le moyen d'exprimer des peurs qu'ils ne parviennent pas à exprimer différemment...

– C'est vrai qu'on peut y voir une question de société liée à la migration bien plus qu'un débat religieux. Mais pour les jeunes, cette discussion est encore plus nécessaire. Car c'est un défi qui nous concerne au premier plan. **Propos recueillis par Anne Fournier**

L'école peut faire – ou défaire – beaucoup

Comment favoriser
la coexistence entre élèves
d'origines différentes?
Recettes de profs

Plus inquiètes ou au contraire plus détendues, les représentations de la migration se forment à l'école. Aude Stoppey se rappelle ainsi un élève balkanique qui refusait de vouvoyer l'enseignante et dont personne dans l'école n'a pu – ou voulu – faire façon. Un contre-exemple pour les profs et les médiateurs que nous avons interrogés: faire de l'école un espace dont les règles claires permettent d'éviter les provocations et de désamorcer les conflits, telle est la première condition pour des rapports harmonieux entre élèves de différentes origines.

A Zurich, ainsi, où un élève de l'école obligatoire sur dix est musulman, des congés supplémentaires sont accordés, à certaines dates, pour les fêtes religieuses. En revanche, on n'accorde pas de dispense pour les cours de natation

mais il est possible d'y participer légèrement vêtu. Les demandes, précise Martin Wendelspiess, le responsable de la scolarité obligatoire, sont rares.

Dans le canton de Vaud, on favorise la souplesse: «Nous proposons un autre exercice aux élèves qui demandent une dispense», explique René-Luc Thévoz, médiateur et enseignant en classe d'accueil à Bex, ville qui héberge un centre de requérants d'asile et une importante population arrivée des Balkans. Le pari, pour lui, est «de donner au temps le temps de faire évoluer les choses». Mais surtout de prévenir les tensions: «Les élèves qui ont migré en cours de scolarité ont souvent un retard de formation qui les handicape. Si on ne leur donne pas les moyens de le rattraper, il est inévitable qu'ils se sentent discriminés et qu'ils manifestent une certaine agressivité.» Un effort appuyé est fait pour leur donner, en cinq ans au maximum, le moyen d'aligner leurs compétences sur celles de leurs condisciples.

Deuxième action préventive: un

cours sur les migrations donné en première année de Cycle d'orientation – une occasion de sensibilisation mais aussi de discussion sur les questions qui peuvent fâcher.

«Il y a parfois des accrochages entre élèves, note de son côté Gérald Schoeni, enseignant au cycle de transition à Moudon, où un élève sur deux environ est étranger, mais les clivages ne sont pas forcément ethniques. Il faut désamorcer les provocations.» Et l'école n'est pas une île: «Des efforts ont été faits pour améliorer les choses en ville, il y a notamment un cercle Suisses-étrangers qui fait du bon travail. On sent la différence.»

L'écho du monde extérieur se manifeste-t-il aussi à l'occasion de la votation sur les minarets? A Zurich, note Martin Wendelspiess, «il est vrai que les propos ont parfois été vifs ces dernières semaines». Rien de tel à Moudon où, note Gérald Schoeni, «certains élèves musulmans connaissent si peu l'islam que c'est moi qui leur en apprends les origines dans le cours sur l'histoire du Moyen Age». **S. A. et A. F.**